



PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS A L'ISSUE DES TABLES RONDES SUR LE VOILE

- La neutralité et la laïcité doivent mettre en avant la diversité culturelle, en intégrant les différences plutôt qu'en tentant de les effacer. Il s'agit de considérer neutralité et laïcité comme indissociables de l'esprit critique, au sens de capacité de décentrement, de penser de façon autonome par rapport à notre propre culture ; les lier aussi à l'idée de démocratie en tant qu'écoute et défense des minorités, ainsi que des libertés de chacun. (Notons que cela ne met pas en question la séparation de l'Etat et de la religion).
- Agir pour que le développement de l'esprit critique, tel que défini au point précédent, devienne un objectif premier de l'enseignement.
- Favoriser l'introduction d'un maximum de diversités à l'école, pour que les jeunes se familiarisent avec la différence, rencontrent l'autre.
- Respecter la Constitution belge et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, qui garantit la liberté d'expression, de religion et le respect de la vie privée (les lois et règlements interdisant d'une façon générale le port du voile sont contraire à ces dispositions et principes).
- Agir pour libérer la citoyenneté des liens qui la maintiennent attachée à la nation.
- Lorsque des pratiques religieuses ou culturelles posent réellement problème, permettre à la culture concernée, chaque fois que possible, de les dépasser ou de les corriger par elle-même, en l'y aidant par le dialogue, plutôt qu'en tentant de la contraindre par des interdictions, depuis l'extérieur (c'est-à-dire depuis notre propre culture, qui se présenterait ainsi comme supérieure).
- Considérer plus rapidement, et d'une façon complète, les personnes d'origines étrangères comme de vrais citoyens, quant à l'ensemble de leurs droits et devoirs – et surtout quant à leurs droits culturels.
- Faciliter l'apprentissage des langues du pays d'accueil.
- Favoriser la création de bien plus d'espaces de débat de société, pour aider le citoyen à participer à l'élaboration des décisions politiques.
- Instaurer des dispositifs augmentant les possibilités de participation du citoyen à la gestion de la cité et à l'élaboration des décisions d'importance, telles que la question du voile : référendum, initiative législative citoyenne, (possibilité, sous certaines conditions, entre autre un nombre minimal de signatures, d'élaborer des propositions de lois que le parlement serait obligé d'examiner), etc.
- Compenser les lacunes des médias par des formations, des animations, etc., réalisées par des connaisseurs, notamment, de l'islam, du monde musulman, de leur histoire et de celle de leurs relations avec l'Occident, ainsi que des autres domaines en jeu dans cette problématique . De telles formations et animations, les mener dans les écoles comme dans le domaine de l'éducation permanente .
- Favoriser une prise de conscience du fait que les religions ne s'opposent pas à l'esprit critique, et que dans l'islam, justement (du moins dans les manifestations valables de celui-ci), il est même central. Ne



pas opposer religieux et partisan de la laïcité, en ce qu'un religieux peut être critique, ouvert, tolérant, en recherche, et ainsi cultiver les qualités du partisan en question.

- Dans ce même esprit, tenter de susciter, chez l'ensemble des citoyens, et dès l'école, davantage de volonté de s'informer, de rechercher rigoureusement, de se cultiver sur les enjeux sociaux, culturels, politiques ; et aider les citoyens dans ces démarches.
- Aborder avec clarté, rigueur et nuances les concepts en jeu (le voile, vêtement ou symbole ? Si symbole : sens culturels, religieux, identitaires ? Voile intégral ou voile partiel ? etc.) ; éviter les amalgames, les simplifications, aller au-delà des stéréotypes. Cette possibilité de recommandation concerne notamment le traitement du voile dans les discours, dans l'élaboration des lois, etc.
- Sensibiliser au fait que tout est langage, notamment les vêtements, et que ceux-ci seront lus différemment dans différentes cultures, qu'il est souvent important d'en tenir compte, même si ces lectures peuvent être critiquables. C'est-à-dire, notamment, que vu les mentalités actuelles – qui n'ont toujours pas intégré l'idée que celui qui vient de différents ailleurs et a des papiers en règle est un citoyen belge à part entière – cette visibilité accrue due au vêtement peut renforcer le rejet de l'autre. (Le but ne serait pas de convaincre d'éviter le port des vêtements en question, mais de rendre plus conscients de certains effets de ce port).
- Tenter de sensibiliser au fait que différents points de vue sur le voile sont possibles dans l'islam, afin d'aider à penser plus librement sur cette.
- Tenir compte de l'influence que les professeurs ont sur les jeunes (également par leur non-verbal, leurs vêtements,...), du fait qu'ils sont encore admirés par eux.
- Remettre en avant les enjeux sociaux et culturels plus importants que la « question » du voile.
- Relancer les débats philosophiques, politiques, pour emplir le vide idéologique actuel d'alternatives constructives, afin que ce vide cesse de faire place à un modèle unique et destructeur (le modèle néolibéral occidental, inducteur d'une mondialisation uniformisante et violente).
- Réhabiliter le rôle de l'intellectuel neutre, indépendant et critique, œuvrant au dépassement de l'eurocentrisme et à l'établissement du dialogue interculturel.
- Intensifier les formations à l'interculturalité des journalistes, ou tenter d'augmenter la qualité de ces formations (rechercher, si nécessaire, de meilleurs outils, les personnes les plus à même de sensibiliser aux enjeux de l'interculturalité, etc.) Idem par rapport à l'actualité sociopolitique en général (géopolitique,...)
- Rechercher, pour les médias, des moyens de financement permettant le maintien d'une indépendance maximale – les fonds publics ont l'avantage de créer une certaine autonomie par rapport à l'économie, mais il reste là les risques de contrôle abusif du politique. Ainsi, chercher des mécanismes empêchant l'arbitraire du politique en matière de subventionnement des médias (ou faire pression pour que les mécanismes existant soient davantage respectés, ou plus contraignants).
- Favoriser le développement de médias alternatifs (dans le monde associatifs, etc.)



- Dans les médias notamment, ne pas parler seulement des femmes auxquelles on impose le voile, mais aussi de celles auxquelles on l'interdit.
- Favoriser une prise de conscience du fait que la multiculturalité peut-être une plus-value dans le monde du travail.
- Faire respecter les lois civiles dans le monde du travail, ne pas y laisser régner l'arbitraire des employeurs ou la seule logique du marché.
- Dans le même sens, ne pas donner à chacun une chance de pouvoir travailler, mais valoriser le droit au travail, et offrir une matérialisation de ce principe aux citoyens issus de toute origine et de toute conviction.
- Ecouter et recueillir les représentations des uns et des autres sans jugement (y compris, bien sûr, celles des opposants au port du voile), pour mieux comprendre l'imaginaire collectif.
- Mener un travail quotidien pour aller vers l'autre, échanger avec lui, cultiver soi-même le respect qu'on attend des autres.
- Au sujet du point 9 : Notamment, valoriser bien plus les bibliothèques d'écoles, spécialement en les dotant d'un permanent).
- Au sujet du point 11 : constituer un ou plusieurs groupes de travail critiques et constructifs sur les formations à l'interculturalité ayant lieu dans les études de journalisme, pour tenter de déterminer leur valeur, et élaborer des propositions d'amélioration si nécessaire.
- Au sujet du point 26 : Créer des agences de consultance ou d'insertion centrées sur la multiculturalité.
- Au sujet de plusieurs points : organiser des rencontres entre des élèves et des femmes portant le voile librement, pour qu'elles puissent parler de leur choix, de son sens et de son importance pour elles, etc.
- Au sujet du point 31 : organiser des tables rondes avec, à la fois, des partisans et des opposants au port du voile, et laisser chacun s'exprimer, pour mieux se comprendre mutuellement.

A compléter par les acteurs sociaux...